

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasilia
Octobre 2024

Focus : Le président Lula promulgue la loi « Carburant du Futur » pour accélérer la décarbonation des transports

Le président Luiz Inácio Lula da Silva a promulgué le 8 octobre 2024 la loi dite « Carburant du futur » (loi 14.993/24), dont l'objectif est de **remplacer les carburants fossiles des transports terrestres, maritimes et aériens par des carburants renouvelables**. La loi institue les programmes nationaux du diesel vert, du carburant durable pour l'aviation (SAF), et du biométhane, prévoit l'augmentation de la part d'éthanol et de biodiesel dans les carburants et institue le cadre légal pour la capture et le stockage du carbone. En outre, cette loi garantit une sécurité juridique aux secteurs des carburants verts et des transports utilisateurs et stimule directement les secteurs agricole et agro-industriel en augmentant la demande de soja, de maïs et de canne à sucre, utilisés pour produire du biodiesel et de l'éthanol.

Cette initiative s'inscrit dans le projet du Brésil de promouvoir la production de biocarburants au niveau mondial. Le Brésil est le second producteur d'éthanol et le premier de canne à sucre au monde, et souhaite ainsi promouvoir à l'international la voiture flex-fuel (84,5% des ventes nationales), véhicule dont le moteur est capable d'utiliser plusieurs types de carburants dans un seul réservoir. En 2023, le Brésil, l'Inde et les Etats-Unis ont lancé l'**Alliance mondiale des biocarburants** avec pour objectif de promouvoir ces derniers comme l'une des solutions à la transition énergétique mondiale, notamment pour le secteur des transports, difficile à décarboner.

La loi institue trois nouveaux programmes nationaux visant à encourager la recherche, la production, la commercialisation et l'utilisation des biocarburants pour accélérer la décarbonation de l'ensemble de la matrice des transports.

- 1) **Le Programme National du Carburant durable de l'Aviation (ProBioQAV)** encourage la recherche, la production et l'addition de SAF (« sustainable aviation fuels », carburants d'aviation durables) dans le kérosène. Il établit qu'à partir de 2027, les compagnies aériennes devront réduire les émissions de gaz à effet de serre des vols domestiques par l'incorporation obligatoire de SAF. Les objectifs de réduction s'établissent à 1% en 2027 et augmentent progressivement jusqu'à atteindre au moins 10% en 2037. Pour répondre à la demande en SAF, 1,5 milliard de litres seraient requis par la voie HEFA (à base de graisses animales) ou 4,5 milliards de litres via l'huile de soja. En utilisant la technologie AtJ à base d'éthanol de canne, le besoin serait de 1,7 milliard de litres.
- 2) **Le Programme National du Diesel Vert (PNDV)** établit que le Conseil National de Politique Énergétique (CNPE) fixera chaque année une quantité minimale de diesel « vert » à mélanger au diesel d'origine fossile. Le Conseil analysera les conditions d'approvisionnement en diesel vert (disponibilité des matières premières, capacité et localisation de la production, impact sur le prix pour le consommateur final, compétitivité) pour définir les seuils de minimum d'incorporation obligatoire. Si diesel

vert et biodiesel sont tous deux obtenus à partir d'huiles ou de graisses, le diesel vert a la particularité d'être un hydrocarbure paraffinique qui peut être utilisé dans des moteurs à cycle diesel sans adaptation. Le diesel vert n'est, à date, pas produit au Brésil ; la première bioraffinerie est en cours de construction à Manaus et devrait être opérationnelle en 2025.

- 3) **Le Programme National de Décarbonation de la production et de l'importation de Gaz Naturel, et d'Incitation à l'utilisation de Biométhane** promeut la recherche, la production, la commercialisation et l'utilisation de biométhane et biogaz dans la matrice énergétique brésilienne. Le CNPE définira les objectifs annuels de réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur du gaz naturel (via l'utilisation de biométhane). L'objectif de réduction initiale d'1% entrera en vigueur en janvier 2026. Les petits producteurs et importateurs de gaz naturel sont exclus de cette obligation.

Augmentation de la part d'éthanol et de biodiesel dans les carburants

- **La part obligatoire d'éthanol dans l'essence passe de 22% à 27%.** Par ailleurs, le gouvernement se réserve le droit de modifier dans le futur ce pourcentage dans la fourchette de 22% - 35%. Selon une analyse de la Banque Itaú BBA, une hausse graduelle d'ici 2037 pour atteindre les 35% de mélange devrait entraîner une augmentation de la production d'éthanol de 9,5 milliards de litres en 2037 par rapport à 2024. Parmi ces 9,5 milliards de litre, 4,9 milliards sont directement liés à la révision du taux de mélange, et 4,6 milliards à l'augmentation de la consommation d'essence. **Ainsi la loi permet de ralentir l'augmentation des émissions du secteur mais ne les baisse pas.**
- **Le pourcentage de biodiesel augmentera d'année en année.** Le Programme national des biocarburants, institué il y a 20 ans, imposait déjà le mélange obligatoire de biodiesel dans le diesel, avec une valeur minimale établie à 2 %. Depuis mars 2024, il est de 14% et augmentera d'un point de pourcentage chaque année à partir de 2025 pour atteindre 20% en mars 2030. L'ajout volontaire de biodiesel à un pourcentage supérieur à celui fixé pourra être autorisé pour certains secteurs (transports publics, ferroviaires, maritimes, extraction minière, production d'électricité, agriculture...). La demande de biodiesel devrait ainsi croître de 13,9 milliards de litres d'ici 2037, dont 10,3 milliards en lien avec l'ajustement du taux de mélange. Cette progression augmentera la demande en huile de soja, estimée à 15 millions de tonnes d'ici 2037, soit près de 9 millions de tonnes de plus qu'en 2024. Le président Lula a tenu à assurer que ces mesures n'affecteraient pas la production alimentaire du pays.

Cadre réglementaire de capture et stockage de CO₂

Le texte établit que les entreprises autorisées par le gouvernement pourront mener des activités impliquant le déplacement, le captage et le stockage géologique du dioxyde de carbone, ce qui concernera entre autres l'entreprise pétrolière Petrobras. Le stockage de CO₂ sera autorisé via un contrat d'une durée maximale de 30 ans, renouvelable.

Durant la cérémonie de promulgation de la Loi, les entreprises du secteur des carburants verts ont signé des lettres d'intention d'investissements totalisant environ 21 Md BRL (3,4 Mds EUR). L'investissement prévisionnel le plus important est celui de **Raízen**, avec 11,5 Md BRL (1,9 Md EUR) destinés à neuf usines d'éthanol de deuxième génération. **Inpasa** a signé une lettre d'intention prévoyant la mise en œuvre de la deuxième phase d'une usine d'éthanol de maïs, la finalisation d'une autre usine d'éthanol et la construction d'une bioraffinerie, avec des investissements de 3,4 Md BRL (550 M EUR) en 18 mois. Selon les projections du Ministère des Mines et de l'Énergie, les investissements totaux pourraient atteindre 260 Md BRL (42,1 Md EUR) au cours des prochaines années (articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Retrouvez cette actualité dans [la lettre développement durable du SER de Brasilia](#)

Actualités des filières

Des producteurs et entreprises du secteur agricole renégocient 14,6 Mds € de dettes

Les entreprises et producteurs de l'agro-négoce font face à des difficultés financières en raison d'événements climatiques extrêmes, de la hausse des coûts et de la baisse des prix, aggravés par des taux élevés sur le marché. Ils doivent renégocier environ 14,6 Mds€ (90 Mds BRL) de dettes. Parmi les entreprises concernées figurent Agrogalaxy, un détaillant d'intrants agricoles, le Grupo Patense, spécialisé dans la transformation de déchets d'origine animale, et le Grupo Safras, qui stocke et transporte des grains (article [ici](#)).

Petrobras va relancer une usine d'engrais à l'arrêt depuis 2014, un investissement à 567 M€

Le vendredi 25 octobre, le conseil d'administration de Petrobras a approuvé la reprise du projet d'unité d'engrais azotés (UFN-III) à Três Lagoas, dans l'État du Mato Grosso do Sul. Cette décision s'inscrit dans le plan fédéral visant à renforcer la participation de l'entreprise publique dans le secteur des engrais, auparavant jugé peu attractif. Petrobras a indiqué qu'une réévaluation approfondie a confirmé la viabilité économique du projet. Le directeur des programmes d'investissements a précisé que cette approbation n'entraîne pas la reprise immédiate des travaux, mais permet l'allocation de 567 M€

(3,5 Mds BRL) au budget pour achever le projet. En novembre, Petrobras lancera un appel d'offres pour sélectionner les entreprises chargées de finaliser les travaux, en privilégiant les prestataires nationaux. Une nouvelle analyse de viabilité économique sera réalisée avant la reprise, prévue pour juin 2025 (article [ici](#)).

Exportations

Au SIAL à Paris, les agro-industries brésiliennes consolident encore leurs exportations de protéines animales

Lors du salon international de l'agroalimentaire qui s'est déroulé du 17 au 21 octobre 2024 à Paris, 25 agro-industries exportatrices brésiliennes de protéines animales (volaille, porc, œufs) ont conclu des accords commerciaux significatifs, totalisant 126,7 millions USD en

150%

C'est l'augmentation de la surface de forêts brûlées sur la période de janvier à septembre par rapport à l'année précédente

exportations et avec un potentiel de 880 millions USD à terme, selon l'Association Brésilienne de Protéines Animales (ABPA). En partenariat avec ApexBrasil, l'ABPA a occupé un espace de 550 m², combinant une zone de focus commercial, une zone de dégustation de produits brésiliens, et une zone institutionnelle. Plus de 3000 rencontres ont été menées, la moitié impliquant de nouveaux contacts (article [ici](#)).

Agriculture et, environnement

Augmentation de 150% de la surface brûlée entre janvier et septembre 2024 par rapport à l'année précédente

Durant les neuf premiers mois de l'année, 22,38 millions d'hectares ont été ravagés par les incendies au Brésil. 47,6% de la superficie incendiée sur la période a brûlé dans le seul mois de septembre. La superficie brûlée a augmenté de 150% par rapport à l'année précédente sur la période de janvier à septembre et de 181% sur le mois de septembre comparé au même mois un an plus tôt. Près des trois quarts des terres brûlées depuis janvier sont constitués de végétation naturelle. Plus de la moitié (56 %) des terres brûlées se trouvent dans seulement trois États : Mato Grosso, Pará et Tocantins. Dans le secteur agricole, les pâturages sont les plus touchés, avec 4,6 millions d'hectares brûlés. Ces feux, particulièrement graves, sont attribués à une sécheresse exceptionnelle cette année (article [ici](#)).

La déforestation aurait causé des pertes annuelles de 73 M USD pour le soja et le maïs en Amazonie, selon une étude

Des chercheurs de l'Université Fédérale du Minas Gerais (UFMG) ont publié une étude, financée par la Rainforest Foundation Norway, qui montre que la déforestation a causé un déséquilibre climatique local. Depuis 1980, les scientifiques ont observé un retard dans l'arrivée des pluies et une

réduction du volume annuel des précipitations. En conséquence, le soja est planté plus tard, et le maïs, semé après la récolte de soja, n'a pas le temps de se développer pleinement. Ils calculent enfin que ce phénomène aurait entraîné des pertes annuelles de 73 millions USD pour la production de soja et de maïs entre 2006 et 2019 (article [ici](#)).

Le ministère des affaires étrangères brésilien juge le règlement européen comme « discriminatoire, sélectif et coercitif »

Un document du Ministère des Affaires étrangères critique le processus de classification du règlement européen anti-déforestation, le qualifiant de « discriminatoire, sélectif et coercitif ». Il réaffirme les inquiétudes déjà exprimées par le ministère concernant ce mécanisme. En particulier, la possibilité de mises à jour régulières est perçue comme un moyen de pression constant de l'UE sur les pays producteurs lors des négociations bilatérales. De plus, le document souligne le risque que l'Amazonie légale ou certains États brésiliens soient considérés comme des zones à haut risque de déforestation en vertu de cette loi, ce qui pourrait entraîner un renforcement des contrôles à l'entrée du marché européen pour les produits issus de ces régions (article [ici](#)).

L'adoption d'une loi dans le Mato Grosso menace le moratoire sur le soja

L'Association des producteurs de soja du Mato Grosso (Aprosoja-MT) se félicite de l'approbation d'un projet de loi local qui aura un impact profond sur l'application du moratoire sur le soja dans le Mato Grosso. Le moratoire sur le soja est un accord signé par l'ABIOVE (Association brésilienne des industries des huiles végétales) et l'ANEC (Association nationale des exportateurs de céréales) en 2006. Cet accord engage les entreprises signataires à ne pas acheter de soja produit dans des fermes ayant pratiqué la déforestation après le 22 juillet 2008 dans le biome amazonien.

La loi promulguée en ce mois d'octobre interdit d'accorder des avantages aux entreprises qui prennent des engagements – nationaux ou internationaux – limitant l'expansion de l'agriculture dans des zones non protégées par une législation environnementale spécifique. Du fait de la

fin de ces avantages, le moratoire pourrait disparaître.

Il est utile de rappeler que la déforestation est légale au Brésil dans une certaine proportion selon le code forestier du pays. La règle dépend du biome : par exemple, dans le biome amazonien, un exploitant a le droit de déboiser 20 % de sa propriété et doit préserver les 80 % restants (article [ici](#)).

La surexploitation des ressources en eau par l'agriculture dans le Matopiba menace l'irrigation future

Le Matopiba, acronyme des États du Maranhão, Tocantins, Piauí et Bahia, est l'une des frontières agricoles les plus dynamiques du Brésil. En outre elle représente à elle seule 72 % de la déforestation du Cerrado, un biome crucial pour la biodiversité et la sécurité hydrique du pays. La région inclut le bassin du Rio Grande, affluent majeur du bassin du São Francisco, qui alimente en eau de nombreuses communautés et terres agricoles. Cependant, des données récentes révèlent une diminution des précipitations et une baisse de la recharge des aquifères, ce qui risque d'aggraver les tensions sur l'eau et la terre, selon une étude de l'Institut National de Recherches Spatiales (INPE). D'ici 2025-2040, entre 30 % et 40 % des besoins en irrigation risquent de ne pas être satisfaits en raison de cette surexploitation des ressources hydriques, menaçant la durabilité de l'agriculture dans la région. L'étude prévoit également que l'expansion agricole entraînera une augmentation de 40 % de la demande énergétique pour l'irrigation, accentuant la pression sur les infrastructures. Ces prévisions soulignent la nécessité d'une gestion plus durable des ressources pour préserver l'équilibre écologique et économique du Matopiba (article [ici](#)).

Actualités sanitaires et phytosanitaires

L'OMSA déclare la fin de la maladie de Newcastle au Brésil

L'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA) a reconnu la fin de l'épidémie de la maladie de Newcastle au Brésil après 90 jours sans nouveaux foyers. Dans ce contexte, l'Association brésilienne des Protéines Animales (ABPA) s'est montrée optimiste quant à une reprise

rapide du commerce des produits avicoles dans les régions affectées par des suspensions temporaires. Le Ministère brésilien de l'Agriculture a déjà informé les marchés concernés de cette mise à jour et a sollicité la reprise des exportations. L'association a également salué le "travail remarquable et rapide" du ministre Carlos Fávaro et de son équipe, qu'elle estime essentiel pour rétablir la confiance internationale dans les produits avicoles brésiliens. Au moment de l'annonce (24/10), 43 marchés internationaux maintenaient encore des restrictions sur les exportations brésiliennes de volaille à divers degrés de sévérité (article [ici](#)).

Bruxelles juge « inefficace » le contrôle de l'utilisation d'hormones de croissance

Les mesures en vigueur au Brésil pour garantir que les bovins destinés au marché

européen n'ont jamais été traités à l'œstradiol 17 β , une hormone de croissance utilisée à des fins zootechniques ou thérapeutiques, sont jugées inefficaces par les services vétérinaires de la Commission européenne (OAV) dans un rapport d'audit publié le 23 octobre. Selon ce rapport, il est impossible de confirmer « la fiabilité des déclarations sous serment des opérateurs brésiliens » sur l'absence d'utilisation de l'œstradiol 17 β chez les bovins. L'OAV souligne que ni l'autorité compétente ni le ministère brésilien de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement ne peuvent garantir de manière fiable le respect des certificats sanitaires pour les exportations de viande bovine vers l'UE, ce qui remet en question le statut du Brésil parmi les pays autorisés à exporter des bovins vers l'Europe (article [ici](#)).

Photo du mois

Avec le soutien d'ApexBrasil, les entreprises brésiliennes ont réalisé un record de 3,2 milliards USD en accords internationaux au SIAL Paris 2024.



La participation brésilienne à l'événement a également atteint un record avec 192 entreprises coordonnées par ApexBrasil, 9 sociétés commerciales exportatrices ainsi que 46 autres entreprises participantes via des projets sectoriels (crédits photo ApexBrasil).